



Mouvement pour le renforcement de la nutrition

**Rassemblement global
16 – 18 novembre 2014
Rome, Italie**

RAPPORT DE SYNTHÈSE

Table des matières

Introduction.....	3
Messages clés.....	4
CdP 1 - planification, chiffrage des coûts, mise en œuvre et financement d'actions multisectorielles pour améliorer la nutrition	5
CdP2 - Mobilisation sociale, plaidoyer et communication pour renforcer la nutrition	5
CdP 3 - Suivi fiable de progrès accomplis, évaluation et démonstration des résultats en matière de nutrition	5
CdP 4 - Capacités fonctionnelles pour un renforcement coordonné et efficace de la nutrition dans la pratique.....	6
Communauté de pratique 1	7
Session 1 - Un cadre commun de résultats (CRC) pour aligner les actions multisectorielles en faveur de la nutrition.	7
Session 2 : Chiffrage des actions dans le cadre de résultats commun (CRC) sur la base des principes et hypothèses clairement définis.....	7
Session 3 : Mobiliser les ressources du gouvernement et des budgets externes pour mettre en œuvre des interventions nutritionnelles.	8
Session 4 : Suivi des ressources de gouvernement et des ressources externes pour la nutrition : y a-t-il un accord minimal sur ce qui est faisable à terme ?.....	8
Communauté de pratique 2 :	10
Session 1 : Développer et mettre en œuvre des stratégies efficaces de mobilisation sociale, de plaidoyer et de communication	10
Session 2 : Mobilisation sociale en vue de la sensibilisation sur la nutrition, ainsi que pour des actions et la redevabilité.	10
Session 3 : Élaboration des outils pour communiquer d'une seule voix sur la nutrition.....	11
Communauté de pratique 3 :	12
Session 1 : Renforcer la redevabilité autour des cadres communs de résultats adoptés (CRC) pour la nutrition grâce à la cartographie et au suivi des intervenants et grâce à l'utilisation des fiches	12
Session 2 : Informations fiables et opportunes de nutrition grâce à l'utilisation des technologies mobiles et de base de données, y compris les boucles de rétroaction.	12
Session 3 : Succès et défis dans la production d'informations valides au niveau communautaire en utilisant l'approche 3A (évaluer, analyser et agir).....	13
Session 4 : Plateformes nationales d'informations sur la nutrition : est-ce une approche possible pour répondre aux besoins des pays ?.....	13
Communauté de pratique 4 :	15
Session 1 : Bâtir la confiance et développer le leadership	15
Session 2 : Amélioration de l'engagement et alignement des parties prenantes.	15
Session 3 : Capacités stratégiques pour une coordination multi-niveaux, multi-sectorielle et multi-acteurs et décentralisation de la gouvernance de la nutrition	16
Évaluation globale indépendante	17
Table ronde : La contribution de la science au Mouvement SUN	17
Séance plénière 1	18
Séance plénière 2	19
Séance plénière 3	20

Introduction

Le Rassemblement global 2014 du Mouvement SUN (SUNGG) s'est tenu du 16 au 18 novembre 2014 au siège du Programme Alimentaire Mondial à Rome. Il a rassemblé plus de 350 participants en provenance de 52 pays SUN ainsi que des sympathisants issus des quatre réseaux SUN. Ce Rassemblement a eu lieu immédiatement avant la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2) (Rome, 19 au 21 novembre) en vue de créer une dynamique positive pour la CIN2, puisque cette dernière définira le contexte dans lequel le Mouvement SUN va croître et évoluer. Le rassemblement global 2014 du Mouvement SUN a ainsi donné l'occasion aux parties prenantes au sein du Mouvement SUN de contribuer à l'élaboration des priorités relatives aux politiques publiques nationales et globales pour la décennie à venir.

Objectifs

L'objectif du Rassemblement global du Mouvement SUN 2014 était d'améliorer la capacité du Mouvement à soutenir les pays SUN dans les efforts qu'ils déploient pour obtenir des résultats. Les principaux objectifs du Rassemblement global 2014 étaient les suivants :

- étudier les progrès réalisés en matière de renforcement de la nutrition dans les pays,
- examiner les progrès et les réalisations accomplis en matière de renforcement de la capacité de prestation des pays, et accélérer l'appui aux domaines où des lacunes ont été identifiées, et
- contribuer aux résultats de la CIN2 à travers le partage des expériences des pays et des méthodes de renforcement de la nutrition.

Structure du Rassemblement global 2014 du Mouvement SUN et du rapport de synthèse

Le Rassemblement global 2014 s'est déroulé sur deux jours et demi. Il a été structuré autour de quatre *communautés de pratique*¹ (CdP) qui ont été approuvées par le Groupe principal SUN comme un mécanisme pour s'assurer que les pays accèdent facilement à un appui technique et que les meilleures pratiques sont partagées. Les quatre communautés de pratique sont :

- CdP1 *sur la planification, le chiffrage des coûts, la mise en œuvre et le financement d'interventions multisectorielles pour une meilleure nutrition.*
- CdP2 *sur la mobilisation sociale, le plaidoyer et la communication pour le renforcement de la nutrition.*
- CdP3 *sur le suivi fiable des progrès accomplis, l'évaluation et la démonstration des résultats en matière de nutrition.*
- CdP4 *sur les capacités fonctionnelles pour un renforcement coordonné et efficace de la nutrition dans la pratique.*

Le Rassemblement global 2014 du Mouvement SUN consistait en une série de 14 discussions parallèles autour des quatre communautés de pratique. Deux sessions parallèles ont donné l'occasion aux consultants indépendants en charge de l'évaluation globale indépendante (ICE) du Mouvement SUN de consulter et de collecter des éléments de preuve de la part des parties prenantes du Mouvement SUN. Une table ronde a donné lieu à l'examen de la contribution de la science au Mouvement SUN.

En outre, trois séances plénières ont permis de réfléchir aux progrès accomplis, de rassembler les résultats des discussions parallèles et d'examiner les enjeux auxquels le Mouvement pourrait faire face à l'avenir. Lors du Rassemblement global 2014 du Mouvement SUN, un large éventail de discussions a eu lieu. Ces discussions seront intégrées dans les travaux en cours dans les pays et les réseaux SUN, ainsi qu'au sein des différentes communautés de pratique, pour donner forme aux priorités repérées en fonction des besoins des pays.

¹ Pour plus d'informations sur les communautés de pratique, veuillez consulter le Rapport annuel d'avancement 2014 du Mouvement SUN (Annexe 3) disponible à l'adresse : http://scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2014/11/SUN_Progress-Report_ENG_20141024_web_pages03.pdf

Le présent rapport de synthèse vise à cerner quelques messages clés du Rassemblement global du Mouvement SUN, les messages clés de chacune des sessions parallèles ainsi que de la table ronde sur la contribution de la science.

Messages clés

- Les parties prenantes impliquées dans le renforcement de la nutrition ont créé un véritable mouvement. Jamais la nutrition n'a reçu un tel soutien auparavant, même si en parallèle, les besoins n'ont jamais été aussi importants. Le Mouvement continue à rallier les pays, la société civile, le système des Nations Unies, les organisations philanthropiques et le secteur privé autour d'un objectif commun : mettre fin à la sous-nutrition. L'inclusivité est une force, d'autant que le Mouvement ne peut atteindre son objectif que si toutes les parties prenantes agissent ensemble.
- Le Mouvement regroupe 54 mouvements dirigés par les pays et un mouvement dirigé par un État fédéré. Ces mouvements étaient au centre des discussions lors du Rassemblement global. Le Mouvement SUN contribue à maintenir la nutrition au rang de priorité nationale, en dépit des changements de gouvernement.
- La lutte contre la sous-nutrition est essentielle pour un développement durable. Les États-membres veillent à ce qu'une attention suffisante soit accordée à la nutrition en tant que moteur de développement économique et social dans le contexte du programme de développement après 2015, en permettant notamment de mettre en exergue de manière adéquate la nutrition dans les objectifs de développement durable (ODD).
- La responsabilisation des femmes et l'égalité des sexes sont essentiels pour mettre fin à la sous-nutrition et le Mouvement doit refléter cette réalité dans toutes ses activités. Le Mouvement peut « faire le lien » entre les défis interdépendants auxquels les pays sont confrontés, par une meilleure prise en compte des droits universels de l'homme et du changement climatique.
- L'alignement de la nutrition sur la santé maternelle, néonatale et infantile conduira à un plus grand impact dans ces deux domaines. La nutrition est essentielle à la survie de l'enfant.
- La nutrition et la vulnérabilité sont inextricablement liées. Des centaines de millions de personnes seront touchées par la faim à cause des effets du changement climatique. L'approche par laquelle le Mouvement peut soutenir la résilience tout au long du continuum, de l'aide humanitaire au développement, doit être explorée plus en profondeur.
- Le secteur privé a un rôle à jouer, mais les pays et ledit secteur n'arrivent pas encore à définir clairement la façon dont ils peuvent travailler ensemble. Des cadres clairement définis, décrivant les rôles et les responsabilités, peuvent aider à éviter les conflits d'intérêts. Toutes les parties prenantes sont encouragées à reconnaître le potentiel d'existence de conflits d'intérêts dans le cadre de leur travail.
- La redevabilité envers les populations doit être au cœur du Mouvement. Toutes les parties prenantes doivent être redevables. La société civile a un rôle particulier à jouer pour s'assurer de la redevabilité de tous et pour assurer la continuité des efforts, et elle doit elle-même se montrer redevable. Les dirigeants de pays et leurs partisans doivent convertir le Mouvement en un mouvement pertinent pour les collectivités locales et les villages.
- Le milieu universitaire et la communauté scientifique sont déjà des partenaires importants au sein du Mouvement SUN, en particulier dans les pays SUN. Des défis demeurent, cependant. Le Mouvement pourrait œuvrer à s'assurer que les programmes de recherche et les besoins des décideurs sont alignés. Des éléments probants utiles pour l'élaboration des politiques et la mise en œuvre des actions peuvent être générés et communiqués avec l'amélioration de la communication entre les universités et les scientifiques d'une part, et avec les décideurs politiques d'autre part. Le milieu universitaire a également un rôle clé à jouer dans le renforcement des capacités à long terme. Une note d'information à l'attention du Groupe principal présentera pour étude, les options relatives

aux moyens de mieux associer les scientifiques et le milieu universitaire au Mouvement, dans le cadre de l'exercice de visualisation de l'avenir du Mouvement.

CdP 1 - planification, chiffrage des coûts, mise en œuvre et financement d'actions multisectorielles pour améliorer la nutrition

- Il est important de prendre le temps d'impliquer les personnes adéquates dans des plateformes nationales multi-acteurs, d'engager les activités à petite échelle dans un Cadre de résultats communs (CRC) et de les intensifier progressivement. Le Mouvement s'efforcera de soutenir tous les nouveaux pays SUN à élaborer leur CRC.
- De bons exemples et de bonnes expériences sur la façon de chiffrer les investissements spécifiques à la nutrition existent. La prochaine étape consiste à identifier les meilleures pratiques pour les investissements contribuant à la nutrition dans le Cadre commun de résultats. La CdP 1 travaillera avec des partenaires pour diffuser les bonnes pratiques des pays sur le chiffrage des interventions spécifiques à la nutrition; et se concentrera sur les « recettes » pour les interventions contribuant à la nutrition au cours des 6 prochains mois.
- Les pays ont utilisé différentes approches pour mobiliser avec succès, des ressources permettant de mettre en œuvre leurs plans nationaux de nutrition. Le Mouvement devrait s'employer à mobiliser des ressources nouvelles et existantes (le volet « investir » du slogan « S'Engager, S'Inspirer et Investir ») des gouvernements et des partenaires pour passer de la planification à l'action transformant des vies.
- Le suivi des ressources consacrées à la nutrition dans les budgets gouvernementaux est possible : cependant, il n'y a pas de méthode unique. Au cours des six prochains mois, la CdP 1 travaillera avec un groupe de pays pour le suivi et l'évaluation des ressources, en mettant l'accent sur la transparence et la reproductibilité.

CdP2 - Mobilisation sociale, plaidoyer et communication pour renforcer la nutrition

- Des messages forts, clairs et cohérents sur la nutrition venant de toutes les parties prenantes sont importants et doivent être fondés sur une stratégie commune avec des objectifs à long terme pour tous.
- L'opportunité se présente ainsi d'accéder au potentiel inexploité et à l'expérience du secteur privé et des médias, comme moyen d'atteindre (et de mobiliser) les communautés les plus vulnérables et marginalisées.
- Un accord sur les éléments de preuve techniques et les bases des communications est essentiel ; cependant, le Mouvement doit aller plus loin et convertir les apports techniques en incitations à la mobilisation populaire et politique.
- La capacité de communiquer de manière efficace et à grande échelle demeure un défi d'envergure. Les parties prenantes doivent relever ce défi et trouver un moyen d'avancer.
- Les stratégies de mobilisation sociale, de plaidoyer et de communication doivent s'appuyer sur les outils et les approches existantes, sans créer des structures trop complexes. Le Mouvement doit se pencher sur ce qui existe, ce qui fonctionne (ou ne fonctionne pas) et s'assurer que ces enseignements, outils et matériaux sont exploités et partagés.

CdP 3 - Suivi fiable de progrès accomplis, évaluation et démonstration des résultats en matière de nutrition

- Il est important d'identifier les indicateurs et les informations pertinentes nécessaires à la prise de décision. Si les données sont utilisées et publiées, une véritable demande de données de haute qualité apparaîtra.
- La définition précise des résultats et extraits des activités contribuant à la nutrition facilitera le suivi financier.
- Il est essentiel que les données soient adéquates pour la prise de décision, le suivi des progrès et la redevabilité. Les systèmes de données existent, mais la capacité d'analyse des données pour transformer les informations en décisions concrètes reste limitée.

CdP 4 - Capacités fonctionnelles pour un renforcement coordonné et efficace de la nutrition dans la pratique

- Une des plus grandes catégories de défis auxquels les pays sont confrontés est de faire fonctionner les plateformes et plus particulièrement, de s'assurer qu'elles peuvent stimuler, coordonner, orienter et soutenir l'action autour d'objectifs communs. Le Mouvement appuiera les efforts que les pays déploient pour rapprocher les partenaires, ceci dans le but de soutenir lesdits pays dans leurs processus d'engagement de toutes les parties prenantes à tous les niveaux pour renforcer la nutrition ; par exemple en renforçant la capacité des petits paysans et des petites et moyennes entreprises à s'engager à soutenir les plans nationaux.
- Les gouvernements doivent reconnaître leur propre pouvoir de diriger et doivent « rester en harmonie avec le programme » en montrant clairement aux partenaires, les points où lesdits programmes qui s'accordent avec les priorités nationales convenues.
- Le leadership commence avec vous. Chacun a son rôle à jouer dans l'amélioration de la nutrition dans son espace.

Communauté de pratique 1 - planification, chiffrage des coûts, mise en œuvre et financement des actions multisectorielles pour une meilleure nutrition

Cette communauté de pratique se concentre sur les efforts déployés par les gouvernements et les partenaires qui les soutiennent au sein du Mouvement SUN, pour chiffrer le coût des plans nationaux de nutrition afin de guider les efforts coordonnés par les parties prenantes et de mobiliser les ressources nécessaires pour combler les lacunes et pérenniser les résultats.

Session 1 - Un cadre de résultats communs (CRC) pour aligner les actions multisectorielles en faveur de la nutrition.

Modérateur : Helen Connolly, économiste principale, ICF International (MQSUN)

Un accord autour d'un cadre national de résultats communs (CRC) contribue à façonner l'action du groupe de travail multisectoriel et multi-acteurs. Le processus par lequel un cadre de résultats communs est élaboré est une « négociation facilitée » entre les secteurs clés, ce qui entraîne un mélange d'éléments validés tirés des différents plans sectoriels. Le processus d'élaboration d'un CRC est plus efficace s'il se déroule sous l'autorité du niveau le plus élevé du gouvernement, si des orientations claires sont données à tous les acteurs concernés, s'il existe un calendrier réaliste et un engagement de tous pour soutenir la réalisation des résultats convenus, dans leurs domaines respectifs de responsabilité.

Messages clés :

- Il faut du temps pour établir une plateforme multi-acteurs (MSP). Il est important de prendre le temps nécessaire pour impliquer les personnes adéquates dans des plateformes nationales multi-acteurs, d'engager les activités à petite échelle dans un cadre de résultats communs (CRC) et de les intensifier progressivement.
- Il faut un compromis entre l'exhaustivité et la hiérarchisation des interventions. L'expérience des pays asiatiques donne des exemples importants et clairs de ce calcul.
- Chaque partie prenante a son propre programme et accorde souvent plus de priorité à celui-ci qu'au programme national commun. Les conflits d'intérêts sont une réalité pour toutes les parties prenantes. Lorsque le secteur privé est engagé, il devient souvent nécessaire de prendre en compte la réglementation, chose que les gouvernements trouvent particulièrement difficile.
- La plateforme multi-acteurs doit viser la mise en place de valeurs partagées et de rôles individuels définis. Le secteur privé peut jouer un rôle particulier dans les secteurs de l'eau et l'assainissement, l'infrastructure et l'enrichissement des aliments (producteurs de sel), en fonction des pays. Les Organisations de la Société Civile jouent un rôle important dans la redevabilité et l'information des communautés.
- Les agences du système des Nations Unies et les donateurs ne devraient pas davantage compliquer le cadre de résultats communs par des exigences excessive liées à l'élaboration de rapports et d'indicateurs complexes. Tout le monde doit respecter les limites de la capacité nationale.

Session 2 : Chiffrage des actions dans le cadre de résultats commun (CRC) sur la base des principes et hypothèses clairement définis.

Modérateur : Sue Horton, Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale (CIGI), Chaire en économie de la santé mondiale, Université de Waterloo

Le chiffrage doit être entrepris d'une manière inclusive afin que tous puissent examiner les principes et les hypothèses impliquées et que toutes les actions puissent être reproductibles. L'approche la plus efficace de budgétisation et de la mise en œuvre consiste à identifier les coûts annuels, y compris les coûts non récurrents et les coûts unitaires des intrants à forte fréquence de récurrence. Lors du chiffrage, il est essentiel de fixer des objectifs de mise en œuvre (annuels) ainsi que l'objectif final de couverture proposé. Ce dernier porte implicitement sur la nécessité d'inclure la couverture et les dépenses courantes lors de l'estimation des coûts. La méthode actuelle de chiffrage conduit à une sous-estimation des contributions existantes aux interventions en matière de nutrition par les différents secteurs de gouvernement.

Messages clés :

- Les plans reflètent les parties prenantes impliquées dans la discussion. Les pays avec une participation des parties prenantes plus diversifiée ont plus d'interventions contribuant à la nutrition. L'implication d'autres ministères dans les interventions contribuant à la nutrition et dans les interventions spécifiques à la nutrition varie considérablement d'un pays à l'autre.
- Les actions qui relèvent de la catégorie des interventions contribuant à la nutrition ne sont pas encore clairement définies. Les résultats de l'étude de Colombia² n'ont pas fait l'objet d'une diffusion suffisante.
- La décentralisation est un problème croissant. Si les plans nationaux décaissent des fonds aux gouvernements sous-régionaux, il faut en prendre compte et qu'ils puissent rendre des comptes.
- La société civile joue vraisemblablement deux rôles : l'un porte sur la mise en œuvre des interventions et l'autre sur la redevabilité. La participation de la société civile dans le chiffrage peut être très difficile. Les activités et le financement ne sont pas toujours clairement définis, surtout dans les cas de financement par des donateurs extérieurs. Il est nécessaire d'harmoniser ces activités avec les plans du gouvernement.

Session 3 : Mobiliser les ressources du gouvernement et des budgets externes pour mettre en œuvre des interventions nutritionnelles.

Modérateur : Meera Shekar, Spécialiste principale en santé et nutrition, Banque mondiale

Les discussions étaient axées sur la justification économique de l'investissement dans la nutrition, et comment l'estimation des coûts et des avantages des interventions en matière de nutrition peut être utiles pour :

- Le dialogue entre les ministères d'exécution (Santé, Agriculture, etc.) et le ministère des Finances et avec les donateurs afin d'obtenir « plus d'argent pour la nutrition »,
- Aider les pays à hiérarchiser les interventions qui sont les plus rentables pour obtenir « plus de nutrition pour leur argent ».

Messages clés :

- Le budget national doit être analysé d'une manière structurée, au lieu de créer simplement des lignes budgétaires. Beaucoup de lignes budgétaires peuvent contribuer aux objectifs de la nutrition. Les actions réalisables à travers les investissements proposés doivent être clairement identifiées.
- Lorsque l'on cherche à mobiliser des ressources internes ou externes pour la nutrition, il est important de s'exprimer dans la langue que votre public cible comprend.
- Mobiliser des ressources grâce aux partenariats peut être un moyen important de rassembler ces ressources. Par exemple, il est possible d'envisager d'affecter une partie des recettes de minéraux comme investissement. Le gouvernement peut envisager de contribuer à hauteur des fonds fournis par les donateurs internationaux. Les opportunités dans le secteur privé sont encore à exploiter.

Session 4 : Suivi des ressources de gouvernement et des ressources externes pour la nutrition : y a-t-il un accord minimal sur ce qui est faisable à terme ?

Modérateur : Clara Picanyol, économiste en chef, Gestion des politiques, Oxford

La capacité de suivre les flux de ressources financières consacrées aux interventions nutritionnelles est fondamentale pour améliorer la redevabilité en matière de nutrition auprès des citoyens. Jusqu'à présent, cependant, l'expérience axée sur la pratique est très limitée et très peu de pays sont en mesure de donner un compte rendu extensif sur une base annuelle. Certains pays comme la Tanzanie et Madagascar ont essayé de revoir leurs dépenses, mais se sont heurtés à plusieurs défis. Cette séance s'est concentrée sur le suivi des ressources gouvernementales et externes.

Messages clés :

- Les approches de mobilisation des ressources externes et gouvernementales pour la nutrition devraient s'appuyer sur ce qui existe dans le pays. Il est toujours important de commencer quelque part, même si les débuts ne sauraient être parfaits.
- Identifier quelles interventions classer dans le cadre de la nutrition est difficile ; pousser plus loin pour définir les interventions contribuant à la nutrition est encore beaucoup plus difficile. Le Mouvement devrait construire un consensus sur la façon d'identifier des approches contribuant à

² <http://scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2014/07/Introduction-to-Columbia-Study.pdf>

la nutrition, mais les défis et les causes de la malnutrition spécifiques à chaque pays doivent être examinés pour décider quels éléments inclure et suivre dans chaque contexte national.

- Il est possible de suivre les dépenses en matière de nutrition ; plus d'une demi-douzaine de pays ont utilisé une variété de méthodes ; des comparaisons au sein d'un pays au fil du temps sont plus importantes que les comparaisons entre pays.
- Les pays peuvent bénéficier du soutien d'autres pays en utilisant des méthodologies similaires
- Le travail réalisé au niveau des différents pays peut compléter un travail similaire par les donateurs ; les instituts de recherche peuvent aider avec des études de cas dans certains contextes.

Communauté de pratique 2 : Mobilisation sociale, plaidoyer et communication pour le renforcement de la nutrition.

Cette communauté de pratique se concentre sur les efforts déployés par les gouvernements et les partenaires qui les soutiennent dans le Mouvement SUN pour mobiliser les sociétés pour qu'elles jouent leur rôle en travaillant ensemble pour améliorer la nutrition, garantir et maintenir un engagement politique de haut niveau et veiller à ce que les preuves et l'expérience des meilleures pratiques soient partagées.

Session 1 : Développer et mettre en œuvre des stratégies efficaces de mobilisation sociale, de plaidoyer et de communication

Modérateur : Anuradha Narayan, Directeur, Global initiatives, Renforcement des partenariats, des résultats et des innovations en nutrition dans le monde (SPRING)

Les pays adoptent une approche de mobilisation sociale, de plaidoyer et de communication (SMAC) stratégique pour la nutrition. Les stratégies SMAC dédiées à la nutrition sont en cours d'élaboration dans le but d'améliorer la coordination entre les secteurs et les parties prenantes concernées. Ces stratégies contribuent à définir les priorités et harmoniser les activités. Le plus grand impact est atteint lorsque les efforts de plaidoyer sont alignés pour soutenir les plans nationaux de développement, avec un éventail de parties prenantes réunies dans un cadre commun et autour de messages communs. Bien que différents moyens et une variété de stratégies et outils soient utilisés, l'accent est mis sur la création d'un environnement politique et stratégique positif et porteur pour faire avancer la mise à l'échelle des interventions nutritionnelles, sécuriser les ressources et obtenir des résultats.

Messages clés :

- Une approche multisectorielle et multi-acteurs des activités de plaidoyer est essentielle, dans les cas où les stratégies sont conçues pour rassembler toutes les parties prenantes et encourager et garantir la redevabilité de toutes les parties prenantes.
- Les pays SUN reconnaissent le potentiel inexploité de l'engagement du secteur privé comme un champion à long terme, et sont prêts à discuter de la manière de procéder.
- Chaque pays au sein du Mouvement a besoin de développer des messages clés qui sont forts, clairs et suffisamment cohérents pour être adaptés adéquatement et mis en œuvre efficacement dans tous les secteurs ; partis politiques, niveaux de gouvernement et communautés.
- Les stratégies de plaidoyer doivent autonomiser le public et les parties prenantes et leur permettre de créer de la demande, d'identifier leur rôle, de mobiliser leurs propres ressources, et d'appeler à la redevabilité.

Session 2 : Mobilisation sociale en vue de la sensibilisation sur la nutrition, pour des actions concrètes et le renforcement de la redevabilité.

Modérateur : Tina Sanghvi, directrice technique principale, Alive and Thrive

Les parties prenantes à l'échelon provincial, de district et local mobilisent de plus en plus les communautés afin de sensibiliser le public sur la nutrition, de plaider pour une action particulière, ou pour demander plus de redevabilité. Des événements tels que la Semaine mondiale de l'allaitement maternel, les journées de la santé et les campagnes de vitamine A donnent l'occasion de mettre en évidence les problèmes liés à la nutrition des enfants et de favoriser la diffusion des messages sur l'allaitement maternel, l'alimentation complémentaire et les habitudes alimentaires saines générales. Ces événements sont d'autant plus importants qu'ils sont centrés sur la participation des citoyens. Le soutien des médias et la sensibilisation sont largement reconnus comme étant essentiels pour atteindre le plus grand nombre de personnes possible. En outre, les parlementaires ont le pouvoir d'élaborer des lois et règlements, d'influencer les plans nationaux de développement, afin de déterminer la

conception et les allocations des budgets nationaux, de contrôler et superviser la mise en œuvre par le gouvernement de ses engagements et de demander des comptes.

Messages clés :

- Se servir d'une stratégie commune et d'un cadre avec des objectifs à long terme définis pour toutes les parties prenantes et à tous les niveaux est essentiel. Développer des messages de haute qualité sur la nutrition adaptés à des publics spécifiques en utilisant des canaux appropriés aussi. Intégrer des éléments de preuve dans les messages et pour le plaider sur les approches qui fonctionnent est central.
- Le soutien et l'engagement de haut niveau sont essentiels et facilitent tous les aspects de la mobilisation et de la sensibilisation.
- Intéresser tout le monde à la nutrition et réaliser une synergie des efforts menés dans la collaboration et dans la mobilisation : tous les partis politiques, les parlementaires, les chefs religieux et traditionnels, le secteur privé, les médias et la société civile et créer des ambassadeurs de la nutrition parmi tous les principaux groupes de parties prenantes.
- Les médias sont essentiels pour améliorer la redevabilité publique, en faisant connaître la portée de la réalisation des engagements politiques et gouvernementaux et en soulignant les lacunes dans la prestation de services.
- Apprendre des communautés et les autonomiser afin qu'elles puissent exprimer leurs besoins et créer une demande en mettant l'accent sur la jeunesse et les femmes. Décentraliser et mettre en œuvre des stratégies et la législation sur la nutrition.

Session 3 : Élaboration d'outils pour communiquer d'une seule voix sur la nutrition.

Modérateur : Kate Goertzen, professeur agrégée principale - Nutrition, Santé infantile à ACTION

Que l'objectif principal soit l'échange d'informations et des enseignements, l'impact sur les autres, ou la démonstration des progrès, il n'en reste pas moins vrai que des techniques de communication clairement définies et puissantes sont essentielles à la mise en œuvre de stratégies de mobilisation sociale, de plaider et de communication. Il s'agit notamment des rapports et des documents d'information qui font partie du dossier d'investissement pour une bonne nutrition ainsi que de toute une gamme d'outils allant des présentations statistiques multimédias, aux aides-conseil, en passant par l'élaboration des « faits à impact » ('killer facts') et des formations. Des techniques sont adaptées pour une utilisation avec différents publics (politiciens, fonctionnaires, entreprises, organisations, chefs traditionnels et religieux, communautés et ménages) aux niveaux national, local et communautaire pour aider à transmettre des connaissances sur les risques de malnutrition et trouver des solutions appropriées pour différents contextes.

Messages clés :

- Les objectifs communs sont la clé pour une communication efficace. Cela peut sembler simple, mais nécessite un investissement important de toutes les parties prenantes afin de s'accorder sur qui doit être impliqué, quand et comment.
- S'accorder sur les éléments techniques et les bases pour les communications est essentiel ; cependant, nous devons aller plus loin et traduire les apports techniques d'une manière qui permette la mobilisation populaire et politique.
- Un jargon et une messagerie complexes sont beaucoup moins efficaces qu'un récit de vécu humain - qui est souvent oublié ou sous-utilisé.

- La capacité de communiquer efficacement et à l'échelle de la masse demeure un défi important. Les parties prenantes devront relever ce défi et trouver un moyen d'avancer.

Communauté de pratique 3 : Suivi fiable des progrès accomplis, évaluation et démonstration des résultats en matière de nutrition

Cette communauté de pratique a pour but de soutenir la création et l'utilisation de plateformes d'information aux niveaux national et infranational. Les plateformes peuvent aider à suivre les progrès et déterminer les corrélations pour construire des arguments plausibles sur l'efficacité du point de vue des coûts des différentes interventions et renforcer la redevabilité mutuelle.

Session 1 : Renforcer la redevabilité autour des cadres de résultats communs adoptés (CRC) pour la nutrition grâce à la cartographie et au suivi des intervenants et grâce à l'utilisation de tableaux de bord

Modérateur : Noel Marie Zagre, Conseiller régional de la nutrition, UNICEF Afrique orientale et australe (BRAFO)

Un accord autour d'un cadre national de résultats communs (CRC) contribue à façonner l'action du groupe de travail multisectoriel et multi-acteurs. De nombreux pays signalent qu'ils ont du mal à soutenir l'engagement continu et des efforts coordonnés. La cartographie des parties prenantes et le suivi des actions peut aider non seulement à comprendre qui fait quoi et où, mais également à évaluer quelles sont les lacunes en termes d'information. Le partage d'informations pertinentes, en temps opportun, peut aider les parties prenantes à maintenir une direction et un engagement clairs pour atteindre les résultats convenus.

Messages clés :

- La cartographie des districts peut aider à identifier où une partie prenante particulière pourrait intervenir. Il est important de reconnaître que la cartographie doit aller au-delà de l'identification de qui fait quoi, pour inclure où construire des synergies.
- La création de la législation ou des engagements axés sur les systèmes nationaux de sécurité alimentaire et de nutrition, avec des systèmes de suivi connexes peut accroître la redevabilité. Les changements de gouvernement à tous les niveaux constituent un défi dans la consolidation de la continuité de la mise en œuvre. Les parties prenantes de la société civile peuvent jouer un rôle important dans ce processus.
- Les bonnes pratiques relatives au développement de tableaux de bord pour la communication des données aux décideurs existent, mais le défi d'assurer la durabilité de tels outils existe également.

Session 2 : Informations fiables et opportunes sur la nutrition grâce à l'utilisation des technologies mobiles et de base de données, y compris les boucles de rétroaction.

Modérateur : Lawrence Haddad, Directeur de recherche, Institut de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI)

Les fondamentaux des concepts qui guident les initiatives de collecte de données soulignent l'importance de faire adhérer l'utilisateur final. Cela implique que l'on doit développer des solutions appropriées au contexte, inspirées des besoins des utilisateurs basés sur l'identification des données qui sont utiles et dont la collecte est réalisable. Comme exemple d'une innovation récente dans la collecte de données, RapidSMS est capable de capturer, d'analyser, stocker et de diffuser des informations en temps réel en utilisant les téléphones portables ordinaires et un serveur web pour appuyer la prestation de service et la résolution des problèmes sur le terrain, et de servir de complément aux systèmes basés sur le papier.

Messages clés :

- Un certain nombre de pays SUN utilisent déjà des systèmes mobiles pour recueillir des données. Cette pratique a amélioré la couverture, la qualité et la mise à jour des données disponibles pour les décideurs.
- De multiples études pilotes peuvent être déployées dans un même pays, se servant souvent des technologies qui ne sont pas compatibles. Les partenaires doivent éviter ce type de fragmentation. L'évolutivité doit se construire dans la phase pilote.
- Les coûts constituent une préoccupation pour certains pays. D'autres ont négocié des tarifs préférentiels auprès des prestataires. Les prestataires sont engagés à travailler avec les pays pour mettre en place des plateformes.
- L'intégration des utilisateurs et des collecteurs de données est importante.

Session 3 : Succès et défis dans la production d'informations valides au niveau communautaire en utilisant l'approche 3A (évaluer, analyser et agir).

Modérateur : Bjorn Linqvist, consultant principal indépendant pour la nutrition

Les pays signalent des capacités nationales limitées pour l'analyse intersectorielle, mais ils soulignent en particulier la nécessité de renforcer les capacités d'analyse infra-nationales pour trianguler et interpréter des données dans un contexte spécifique.

Le renforcement des capacités pour les techniques participatives pour trianguler et analyser les informations au niveau communautaire ne nécessite pas une technologie sophistiquée et coûteuse. L'approche de 3A (évaluer, analyser et agir) est au cœur des programmes de nutrition communautaires depuis de nombreuses années.

Messages clés :

- Ne pas surcharger le système en engageant directement des actions de grande envergure. Engager des activités à petite échelle et les intensifier progressivement.
- Permettre à la communauté de conserver le sens de l'appropriation est la clé de la durabilité de la mise en œuvre des actions.
- Un défi important consiste à permettre aux bénévoles communautaires de rester motivés à s'engager dans des programmes lancés au niveau communautaire.
- Au niveau de la communauté, il y a un intérêt accru et des efforts sont mis en œuvre pour inclure des messages contribuant à la nutrition pour lutter contre la malnutrition, en plus des actions spécifiques à la nutrition.

Session 4 : Plateformes nationales d'informations sur la nutrition : une approche possible pour répondre aux besoins des pays ?

Modérateur : Lola Gostelow, consultante au service consultatif en nutrition, Union européenne

Dans le cadre de leurs efforts pour fournir une réponse concertée aux besoins des pays, un groupe de donateurs, agences des Nations Unies et universités est en train d'élaborer une initiative visant à renforcer les plateformes nationales d'information pour la nutrition (NIPN). Les utilisateurs de l'information seront entre autres, les décideurs de gouvernement, la société civile, le secteur privé, les donateurs et les parlementaires. Une équipe technique sera responsable de l'analyse et de l'interprétation et différents canaux de médias seront importants pour diffuser cette information auprès du public.

Messages clés :

- Avoir une base de données centralisée est important, mais elle doit tenir compte des priorités et problèmes.

- Les plateformes nationales d'information pour la nutrition (NIPN) gèrent des données, des informations et des analyses. La motivation est née de la nécessité de rendre l'information utilisable et vérifiable.
- Une approche globale pour rassembler les données de nutrition est nécessaire. Les plateformes nationales d'information pour la nutrition (NIPN) rassemblent des données et des outils analytiques pour répondre à ces questions.
- Il y a des lacunes graves dans la connaissance et la compréhension pour les gouvernements, le financement des systèmes, la programmation, l'établissement des rapports et les résultats. Il est possible de tirer toutes les informations pertinentes à partir de plusieurs secteurs et les programmes peuvent être entrés dans une base de données centrale.

Communauté de pratique 4 : Capacités fonctionnelles pour un renforcement coordonné et efficace de la nutrition dans la pratique.

Cette communauté de pratique a pour but de renforcer les capacités des groupes et des individus à fonctionner efficacement à travers tous les secteurs, les groupes multi-acteurs et les différents niveaux de gouvernement.

Session 1 : Bâtir la confiance et développer le leadership

Modérateur : Joyce Njoro, agente principale de programme, ONU REACH

La confiance entre les différents individus et institutions qui composent une plateforme multi-acteurs est nécessaire pour l'action intégrée et la réalisation de résultats durables. Elle peut être construite par un solide leadership, la transparence, des mécanismes d'incitation, un accord pour une vision commune et une compréhension des potentialités, rôles et responsabilités des autres. C'est également un prérequis pour la prévention et la gestion des conflits d'intérêts. Les participants ont discuté des concepts de confiance et de leadership notamment en ce qui concerne les plateformes multi-acteurs.

Messages clés :

- Soyez leader de votre propre position. Le leadership est une redevabilité partagée.
- Une vision commune et partagée avec des rôles et redevabilités clairs est une condition préalable pour instaurer la confiance entre les parties prenantes.
- Identifier, valoriser et respecter les forces complémentaires, les origines différentes, la différence de missions et l'appartenance de tous les membres à un groupe, être inclusif.
- Renforcer l'échange et la communication à tous les niveaux en s'assurant que toutes les parties prenantes sont au même niveau de prise de conscience.
- Institutionnaliser des cadres de leadership et de renforcement de la confiance pour la continuité, et s'appuyer sur les cadres existants, si possible.

Session 2 : Amélioration de l'engagement et alignement des parties prenantes.

Modérateur : Maureen Bakunzi, Point focal de Gouvernement SUN, Direction de la coordination, suivi et évaluation, Cabinet du Premier ministre de l'Ouganda

La société civile, le secteur privé et les universités ont de l'expérience et des compétences spécifiques qui peuvent être profitables aux processus de renforcement de la nutrition. La procédure de mise en place par les différents groupes de parties prenantes, des mécanismes, des cadres institutionnels et des incitations qui facilitent cet engagement, la compréhension des rôles et redevabilités de chacune de ces parties prenantes, la réflexion sur la façon dont elles peuvent compléter l'action du gouvernement, l'amélioration de l'harmonisation et l'alignement sur les priorités et les mécanismes nationaux de nutrition peuvent être autant de sources d'apprentissage. Les participants ont exploré des stratégies de participation pour l'engagement des parties prenantes pour faire avancer le programme multisectoriel de nutrition.

Messages clés :

- La participation de multiples parties prenantes est un aspect clé du Mouvement SUN (y compris des gouvernements, de la société civile, du secteur privé, des universités et des organisations internationales/ONU).
- L'engagement des parties prenantes ne signifie pas leur alignement. Un véritable engagement fait partie de l'alignement. Les gouvernements doivent tenir le rôle de leaders (dirigé par le gouvernement, dont le gouvernement a fait l'appropriation) avec les parties prenantes s'alignant autour des plans gouvernementaux.
- Les caractéristiques communes de l'engagement des parties prenantes sont les suivantes :
 - Processus transparents, consultatifs et inclusifs.

- Diversité. Différentes perspectives.
 - Appropriation et redevabilité mutuelles.
 - Interaction régulière et en temps opportun.
 - Accord sur les rôles des parties prenantes.
 - Suivi participatif.
- L'engagement multi-acteurs implique un large éventail de partenaires. Cette diversité signifie qu'il y a une nécessité d'être pragmatique dans les cas de tensions et d'approches concurrentes. Nous devons identifier, reconnaître et gérer ces différents intérêts.

Session 3 : Capacités stratégiques pour une coordination multi-niveaux, multi-sectorielle et multi-acteurs et décentralisation de la gouvernance de la nutrition

Modérateur : David Pelletier, professeur agrégé en politique de nutrition, Département des sciences de la nutrition, Université de Cornell

Les pays du SUN adoptent de plus en plus des approches pour appuyer la coordination entre tous les niveaux et secteurs, et la décentralisation de la prise de décision et des mécanismes de gouvernance pour renforcer la nutrition. Les participants ont mené une réflexion sur les mesures nécessaires pour élaborer des cadres et des mécanismes qui facilitent une compréhension et une coordination multi-niveaux et multi-sectorielle, pour décentraliser les plates-formes multi-acteurs et améliorer la cohérence et l'alignement des prises de décision locales et nationales.

Messages clés :

- De petits groupes informels peuvent être les plus puissants - quand ils se rencontrent, ils peuvent influencer la structure officielle globale.
- Le processus de renforcement du consensus doit aller à la fois de la base vers le sommet (en petits groupes) et du sommet vers la base (leadership du gouvernement) pour construire des plateformes efficaces et cohérentes à tous les niveaux.
- Il ne faut pas oublier le secteur privé, parce que les personnes que nous visons sont des consommateurs. Il est important de puiser dans l'expertise des entreprises, et surtout celle des petits agriculteurs et des agriculteurs de niveau intermédiaire.
- Le leadership du gouvernement est important - pour reconnaître son rôle dans l'établissement des priorités nationales, être confiant en ses priorités et s'engager pour celles-ci, permettant à tous les autres partenaires de contribuer dans ce cadre.
- Créer des orientations sur les objectifs en matière de leadership sous-régional, pour l'engagement du secteur privé, de la société civile - appui pour la redevabilité mutuelle.
- Les cadres axés sur les résultats ont un rôle important en liant financements et nutrition, en créant des actions et en faisant la promotion de la redevabilité.
- Interprétation de la politique d'un niveau à l'autre, en s'assurant que les parties prenantes appropriées sont impliquées et que la politique est comprise à tous les niveaux.

Évaluation globale indépendante

Les membres de l'équipe de l'Évaluation globale indépendante (ICE) ont mené deux sessions parallèles dans le cadre du Rassemblement global du Mouvement SUN (SUN GG). La participation de l'équipe au SUNGG était une partie importante de la consultation et de la collecte d'éléments de preuve devant alimenter le rapport de l'équipe, qui devrait être livré à la fin du mois de décembre. La session comprenait un bref exposé sur les progrès de l'évaluation et les résultats émergents, suivis par une discussion ouverte et des commentaires sur les questions soulevées dans le document de discussion de l'équipe de l'ICE sur les perspectives d'avenir du Mouvement SUN.

Table ronde : La contribution de la science au Mouvement SUN

Modérateur : Emorn Udomkesmalee, Université Mahidol, Thaïlande

Renforcer les liens entre les décideurs et la science de la nutrition, le milieu universitaire et les professionnels est essentiel à la réussite du renforcement de la nutrition, afin que les décideurs aient accès à l'information dont ils ont besoin pour prendre des décisions, mais aussi afin que les scientifiques, le milieu universitaire et les professionnels s'appuient sur l'expérience. De plus, il est important de développer des liens plus étroits au sein des communautés de la science de la nutrition, des milieux universitaires et des professionnels pour éviter les chevauchements et s'assurer que les lacunes sont comblées. La contribution de la science de la nutrition, du milieu universitaire et des professionnels comprend potentiellement le soutien pour :

- les études directement liées à la planification et la mise en œuvre,
- la formation du personnel,
- la conception des enquêtes et des études,
- l'élaboration des politiques et des directives techniques,
- l'évaluation des programmes,
- l'élaboration des systèmes de suivi et d'évaluation appropriés, et
- la diffusion des connaissances à la fois techniques et expérimentales.

Dans au moins 27 des pays SUN, les institutions académiques sont membres de la plateforme nationale multi-acteurs, mais il est encore nécessaire de mieux comprendre la contribution exacte des institutions universitaires dans ces plateformes. En outre, les institutions académiques, les professionnels de la nutrition et les scientifiques sont de plus en plus impliqués dans les quatre communautés de pratique émergentes qui renforcent les capacités des pays SUN pour une meilleure prestation des services de nutrition.

Messages clés :

- De nombreux pays disposent de plateformes multi-acteurs dans lesquelles le milieu universitaire est engagé, mais le soutien tend à se faire sur une base *ad hoc*.
- Certains pays estiment qu'il y a un manque de ressources humaines tandis que d'autres pays estiment disposer d'assez d'universitaires et de professionnels en dépit des contraintes de temps.
- Il est nécessaire d'harmoniser les programmes des décideurs et des universitaires. La communication efficace pose un défi entre la communauté scientifique et la communauté des parties prenantes. Les décideurs ont souvent des difficultés à formuler des questions auxquelles les chercheurs peuvent répondre, et les chercheurs produisent souvent des informations dans un format que les autres ont du mal à mettre en pratique.
- Les chercheurs doivent se pencher sur des questions telles que la durabilité et l'évolutivité.
- Les informations sur la recherche doivent indiquer clairement ce qui est déjà connu, et se fonder sur des preuves et être adaptés au contexte.
- Le Secrétariat du Mouvement SUN produira un document pour le Groupe principal basé sur une série de téléconférences avec le Réseau de pays SUN et les discussions tenues lors du Rassemblement global du Mouvement SUN. Ce document alimentera l'exercice de visualisation du Mouvement SUN pour l'après 2015.

Séance plénière 1

Démonstration des progrès accomplis et exercice de visualisation.

Il a été demandé aux panelistes de différents groupes de parties prenantes du Mouvement de mener une réflexion sur ce qu'ils croient être la force du Mouvement SUN, et sur ce en quoi ils fondent leur espoir pour son avenir.

Messages clés :

- La force du Mouvement SUN est la résultante des efforts de tous ceux qui se sont engagés à travailler ensemble pour atteindre ses objectifs. Le Mouvement tire parti de sa diversité et de l'inclusion, qui donnent l'occasion d'apprendre et de partager à la fois dans les différents pays et entre les pays.
- La responsabilisation des femmes et l'égalité des sexes sont essentielles pour mettre fin à la sous-alimentation et le Mouvement doit refléter cette réalité dans toutes ses activités. Le Mouvement peut « faire le lien » entre les défis interdépendants auxquels les pays sont confrontés par une meilleure prise en compte des droits universels de l'homme et du changement climatique.
- Le sentiment d'appropriation du Mouvement au niveau national et par les pays est une source d'énergie mais il doit y avoir une continuité de la politique. Faire partie du Mouvement SUN peut aider à favoriser la continuité entre les administrations successives.
- Le Mouvement doit rester en permanence axé sur les populations, avoir une signification permanente pour les communautés et villages, et rester redevable auprès de ceux qu'il sert.

Séance plénière 2

Points importants d'apprentissage de l'expérience des pays et priorités essentielles pour l'expansion et le succès dans l'année à venir.

Les modérateurs des séances parallèles ont donné un compte rendu des discussions dans leurs communautés de pratique (voir ci-dessus).

Le Rapport sur la nutrition dans le monde (GNR) a été présenté.

Messages clés (issus du GNR) :

- La nutrition est un fondement pour les ODD
- La malnutrition est un sujet de préoccupation pour tous les pays
- Les fardeaux multiples de la nutrition sont une « nouvelle norme »
- Les progrès sont lents au niveau mondial mais il y a des progrès spectaculaires au niveau des pays
- Nous avons besoin d'objectifs plus ambitieux
- Il est possible d'intensifier les interventions et les actions améliorant la nutrition
- La redevabilité pour la nutrition doit être renforcée
- Il y a des lacunes flagrantes dans les données sur la nutrition dans les objectifs de l'Assemblée mondiale de la Santé

Séance plénière 3

Qu'a-t-on appris du renforcement de la nutrition jusqu'à présent ? Comment l'expérience du renforcement de la nutrition contribue-t-elle aux processus mondiaux ?

La plénière de clôture a donné lieu à l'examen des résultats des sessions parallèles au cours des deux jours du SUNGG et a également été l'occasion pour l'équipe de l'ICE de donner un aperçu de leurs discussions et de la prochaine étape. Deux tables rondes de haut niveau ont porté sur les enseignements tirés du renforcement de la nutrition jusqu'au niveau actuel, et comment cette expérience pourrait éclairer les processus mondiaux tels que la CIN2 et le programme de développement pour l'après 2015.

Messages clés :

- Le Mouvement SUN a parcouru un long chemin, mais les mouvements sont nés d'une indignation et les parties prenantes ne doivent pas perdre le sens des réalités. Nous devons canaliser notre indignation pour souligner que l'inaction n'est plus acceptable. L'on ne saurait mettre fin à la pauvreté sans éradiquer la faim.
- La connaissance est nécessaire à la réussite. Les pays et les parties prenantes au sein du Mouvement doivent s'appuyer sur toutes les ressources du milieu universitaire, du secteur privé et de la société civile, ainsi que sur l'apprentissage entre les uns et les autres.
- La redevabilité est essentielle à la réussite du Mouvement et doit recevoir une plus grande attention. Davantage d'investissements nationaux et externes sont nécessaires pour renforcer la nutrition. Les gouvernements et les partenaires de développement, chacun pour ce qui le concerne, doivent tenir leurs engagements. Tous ceux qui renforcent la nutrition doivent être redevables de la façon dont les ressources sont utilisées pour fournir des résultats mesurables.
- Le Mouvement doit rester un mouvement et ne pas devenir une bureaucratie. Cependant, il doit être clair sur ses objectifs et la manière de les réaliser.
- Il faut être pragmatique et incontournable et plaider en faveur de la nutrition après-2015.
- L'expérience du Mouvement SUN qui réunit les acteurs, l'appropriation par les pays, et la création d'une dynamique durable pour la nutrition peut contribuer au programme de développement après 2015.
- Le Mouvement SUN a créé un cadre dans lequel les différentes parties prenantes peuvent se réunir. Le Mouvement devrait soutenir l'engagement des petites et moyennes entreprises dans l'appui des objectifs nationaux de nutrition.
- La nutrition et la vulnérabilité sont inextricablement liées. Des centaines de millions de personnes seront touchées par la faim à cause des effets du changement climatique. L'approche par laquelle le Mouvement peut soutenir la résilience tout au long du continuum, de l'aide humanitaire au développement, doit être explorée plus en profondeur.
- L'alignement de la nutrition avec la santé maternelle, néonatale et infantile conduira à un plus grand impact dans les deux domaines. La nutrition est essentielle à la survie de l'enfant.